

ÉCONOMIE CIRCULAIRE

Fin de gaspiller: où en est la Suisse dans le bouclage des cycles de matières? **4**

Réutilisation de matériaux de construction: la chasse aux éléments est ouverte **10**

Repair cafés: des objets défectueux retrouvent une seconde vie grâce aux bénévoles **13**

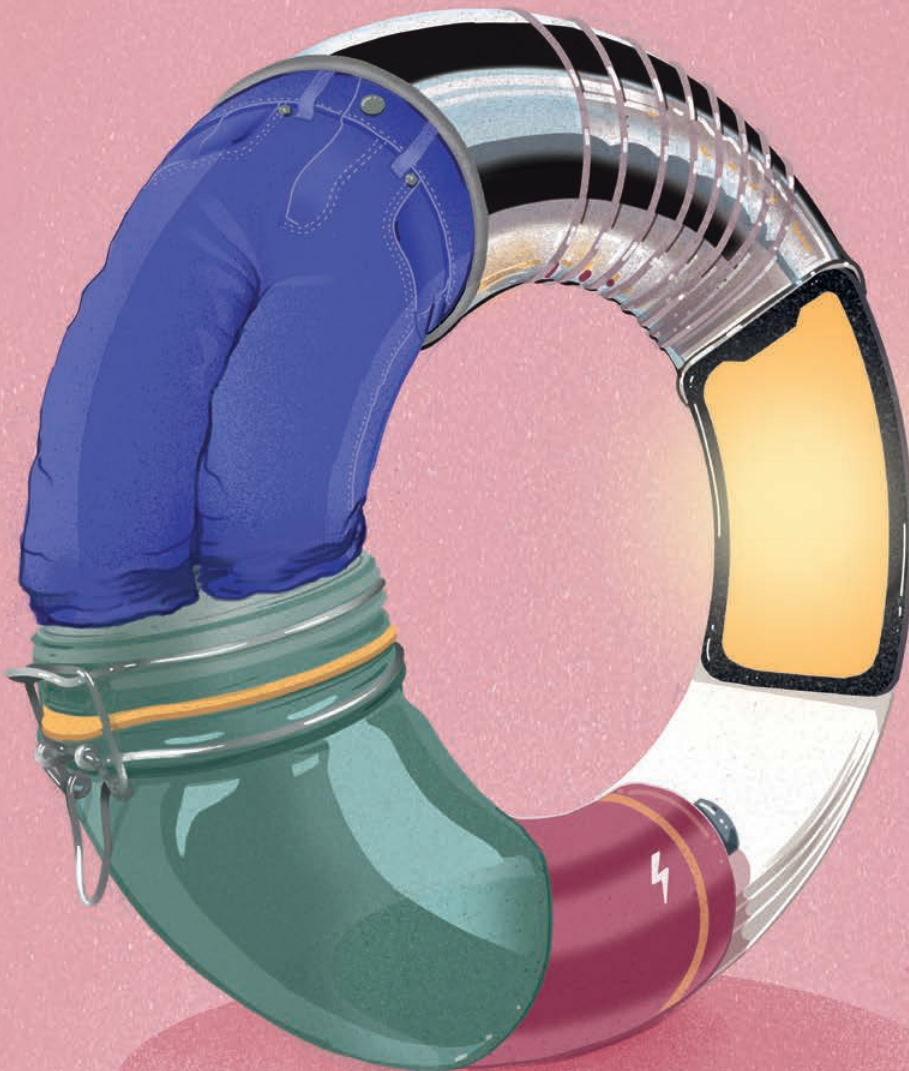
Le magazine pour un usage différent de l'argent

moneta

en
ligne
sur

moneta.ch

#3 2023



SOMMAIRE

ÉCONOMIE CIRCULAIRE

- 4 À défaut d'une révolution, un bouleversement
- 7 « Il faut commencer par quelque chose de facile »
- 9 La Terre vue comme un grand métabolisme
- 10 Les bâtiments à démolir, des mines à ciel ouvert
- 13 Une seconde vie pour les objets

LES PAGES DE LA BAS

- 15 Toute l'actualité de la Banque Alternative Suisse

EN PERSONNE

- 24 Lars Zimmermann:
« Nous appelons cela
l'esthétique de la liberté »

De la ligne au cercle



Située à l'opposé du modèle économique linéaire ou du « tout jetable » qui prédomine, l'économie circulaire gagne en popularité. Elle vise à réorganiser la production et la consommation pour en finir avec la surexploitation actuelle des ressources naturelles.

Afin d'y remédier, les produits sont fabriqués dans le respect de l'environnement, puis maintenus en circulation aussi longtemps que possible jusqu'à leur recyclage ou celui de leurs matériaux de base. Cela permet non seulement la préservation des ressources, mais également la diminution des émissions de gaz à effet de serre et des déchets. Sans oublier la naissance de nouveaux modèles et de nouvelles perspectives économiques, particulièrement attrayant-e-s pour une Suisse presque dépourvue de matières premières.

Une part non négligeable de la population souhaite éviter les déchets et vivre en préservant mieux les ressources. On le constate par exemple avec le taux de recyclage élevé dans notre pays ou le large soutien apporté au nouvel article sur la circularité dans la constitution cantonale de Zurich. Il y a une année, tout l'échiquier politique et 89 pour cent de l'électorat zurichois ont dit « oui » à l'adoption des principes de circularité ainsi qu'à la création de conditions-cadres favorables à une économie circulaire. Ce consensus social est remarquable, surtout alors que l'on parle si souvent de polarisation, voire de division. Il donne l'espoir de voir progresser rapidement la transformation vers une économie circulaire qui ménage les ressources.

Dans ce numéro de moneta, nous nous intéressons à ce qu'implique la circularité pour l'économie et la société helvétiques. Où en sont les entreprises dans la mise en œuvre de ses principes ? Quels sont les éventuels obstacles à la transition ? Comment recycler et réduire les déchets dans le secteur de la construction, si important en Suisse ? Et que peuvent faire les consommatrices et consommateurs pour tourner le dos à l'économie du tout jetable ?

Je vous souhaite une lecture inspirante.

*Katharina Wehrli
corédactrice en cheffe*

moneta #3-2023

Le magazine pour un usage différent de l'argent

moneta paraît quatre fois par an en français et en allemand et il est envoyé gratuitement aux clientes et clients de la Banque Alternative Suisse SA (BAS). La reproduction de textes et d'illustrations propres est soumise à une autorisation écrite de la rédaction et doit impérativement indiquer la source.

Éditrice Banque Alternative Suisse SA

Direction de la rédaction Katharina Wehrli (kw) et Simon Rindlisbacher (sr)

Rédaction Esther Banz (eb), Roland Fischer (rf), Scarlett Palmeri (sp)

Rédaction en ligne Scarlett Palmeri

Traduction Sylvain Pichon, Dominique Roten

Annonces Bruno Bisang, Luzia Küng

Graphisme Clerici Partner Design, Zurich

Illustrations Claudine Etter

Impression ROPRESS Genossenschaft, Zurich

Papier RecyStar Nature, 100 pour cent papier recyclé

Adresse Banque Alternative Suisse SA, moneta, Amthausquai 21, case postale, 4601 Olten, téléphone 062 206 16 16, moneta@abs.ch

Tirage de ce numéro 8300 exemplaires

Encarts Les encarts qui n'émanent pas de la BAS sont des publicités qui nous permettent de couvrir les frais de production.

Info importante sur les encarts et les annonces Les offres de souscription pour des participations ou des obligations, insérées dans ce magazine, n'ont pas été validées par la BAS. Il ne s'agit donc pas d'une recommandation d'achat de la Banque.

Si vous êtes client-e de la BAS et si vous déménagez, veuillez nous communiquer votre nouvelle adresse via le système e-banking ou par téléphone.

Magazine en ligne : retrouvez les articles phares de moneta sur moneta.ch.

moneta



Pour ne manquer aucun numéro et recevoir la lettre d'information de moneta : moneta.ch/s-abonner-a-la-newsletter

Voter en faveur de l'environnement grâce à ecorating.ch

À qui donner sa voix cet automne, si l'on veut élire des parlementaires fédéraux particulièrement attentives et attentifs à l'environnement? L'ecorating 2023 y répond en montrant comment les élu-e-s sortant-e-s du Conseil national et du Conseil des États ont voté sur des questions environnementales, ces quatre dernières années. Il présente en outre, pour un grand nombre de candidat-e-s aux élections d'octobre, leur position sur les sujets environnementaux importants de la législature à venir. Le classement a été récemment publié par l'Alliance-Environnement, qui réunit l'ATE, Birdlife, la FSE, Greenpeace, Pro Natura, L'Initiative des Alpes et le WWF. (sr)

ecorating.ch

Les articles suivants se trouvent exclusivement dans notre édition numérique, sur moneta.ch/economie-circulaire



Zurich se lance dans l'économie circulaire

Par Katharina Wehrli

À 89 pour cent, l'électorat zurichois a accepté, le 25 septembre 2022, l'inscription d'un article sur la circularité dans la Constitution cantonale. Comment en est-on arrivé à une approbation aussi large? De quelle façon le nouveau mandat constitutionnel sera-t-il mis en application? Et que peuvent faire la ville et le canton pour réussir leur transition vers l'économie circulaire?

«Source ouverte» aussi pour le matériel informatique

Par Roland Fischer

Le mouvement Open Circular Economy propose une vision radicale de l'économie circulaire. Dans une entrevue, Maximilian Voigt, de l'Open Knowledge Foundation, explique que l'on pourrait s'inspirer des systèmes ouverts tels qu'on les connaît dans l'univers des logiciels pour concevoir le matériel informatique. Chaque appareil serait modulaire et l'on n'aurait plus besoin de jeter le moindre élément en état de fonctionner.

Un plan d'action contre le gaspillage alimentaire

Par Stefan Boss

En Suisse, près d'un tiers de la nourriture finit à la poubelle. La fondation environnementale Pusch et la Confédération veulent y remédier, avec l'objectif ambitieux de réduire de moitié le gaspillage alimentaire d'ici 2030. Où intervenir pour lutter contre ces pertes colossales? Et que peuvent faire les ménages pour les éviter?

Manifestation pour le climat le 30 septembre: cela sert-il encore?

Depuis le 18 juin, notre pays a enfin sa loi sur la protection du climat. La LCI (loi fédérale sur les objectifs en matière de protection du climat, sur l'innovation et sur le renforcement de la sécurité énergétique) fixe trois objectifs. La Suisse doit ramener à zéro net ses émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050. Ensuite, elle est tenue de prendre davantage de mesures pour s'adapter et se protéger face aux impacts des changements climatiques. Et la Confédération doit désormais veiller «à ce que la place financière suisse apporte une contribution effective à un développement à faible émission capable de résister aux changements climatiques». Tout va pour le mieux, alors? Peut-on se détendre, avec la certitude que la décision populaire sera concrétisée? Non, car ainsi que l'écrit le comité de l'Initiative pour les glaciers, la loi climat est une loi-cadre. Et les trois objectifs énumérés plus haut ne sont que... des objectifs. D'autres lois sont en cours d'élaboration pour les atteindre. Le moment est donc venu de les ancrer dans la réalité. Comme le rappelle Marcel Hänggi, à l'origine de l'Initiative pour les glaciers: «Il faut maintenant appliquer la loi climat, pour en respecter les buts. Cela ne se fera pas tout seul, surtout si c'est un ancien lobbyiste du milieu pétrolier qui est chargé de cette mise en œuvre au sein du Conseil fédéral.» Pour une concrétisation ambitieuse de la loi, une grande et bruyante manifestation en faveur du climat s'impose. Elle aura lieu le samedi 30 septembre 2023. (eb)



Samedi 30.9. dès 14 h à Berne (lieu de rendez-vous: Bollwerk). Après le cortège: discours, concerts, repas, ateliers et bien plus encore sur la Place fédérale. manif-climat.ch

moneta est un magazine publié par la Banque Alternative Suisse (BAS) et préparé par une rédaction indépendante. Les articles de moneta ne reflètent pas forcément la position de la BAS, sauf dans les «pages de la BAS» ou dans les commentaires spécifiquement désignés comme tels.



À défaut d'une révolution, un bouleversement

L'énorme consommation de ressources en Suisse dégrade l'environnement et le climat. La transition vers l'économie circulaire peut y remédier, tout en ouvrant de nouvelles perspectives. Où les entreprises et la société en sont-elles dans cette transformation?

Texte : Simon Rindlisbacher

Les médias répètent à l'envi que «la Suisse est championne du monde du recyclage». Il est vrai qu'ici, par rapport aux autres pays, le taux de récupération dépasse la moyenne. Plus de la moitié des déchets urbains sont collectés séparément, puis recyclés. Un taux qui peine pourtant à masquer la quantité gigantesque de déchets : selon l'Office fédéral de l'environnement (OFEV), «presque aucun autre pays au monde ne génère autant de déchets urbains par habitant». Cela explique probablement pourquoi, malgré ses bonnes notes en matière de recyclage, la Suisse est plutôt mal classée dans le «Circularity Gap Report» publié récemment par l'association Circular Economy Switzerland (CES) et par la société d'audit et de conseil Deloitte.

Les matières premières, si peu réutilisées

Le rapport chiffre la consommation totale de matières premières en Suisse et calcule la proportion de matières premières primaires. Il prend aussi en compte les ressources contenues dans les marchandises fabriquées à l'étranger et importées. Selon le rapport, la consommation de matières premières dans notre pays atteint 19 tonnes par personne et par an. La moyenne mondiale est de 11,9 tonnes, et le niveau supportable à long terme par la planète se situe entre 5 et 8 tonnes. La part de matières premières primaires dans la consommation totale en Suisse s'élève à 93,1 pour cent. Autrement dit, les matières premières circulaires ou réutilisées ne représentent que 6,9 pour cent, alors que la moyenne mondiale est de 7,2. Selon le rapport, si chaque personne sur Terre vivait comme l'Helvète moyenne, nous aurions besoin des ressources de près de 2,75 planètes.

Voilà précisément ce que veut changer l'économie circulaire. Elle vise à réorganiser l'économie et la société afin de ramener la consommation de matières premières primaires dans les limites planétaires. Les produits et matériaux doivent rester en circulation aussi

longtemps que possible. Sachant que 70 pour cent des émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES) proviennent du traitement et de l'utilisation de matières premières primaires, on comprend que l'économie circulaire serait en outre un moyen efficace d'atteindre les objectifs de l'Accord de Paris sur le climat.

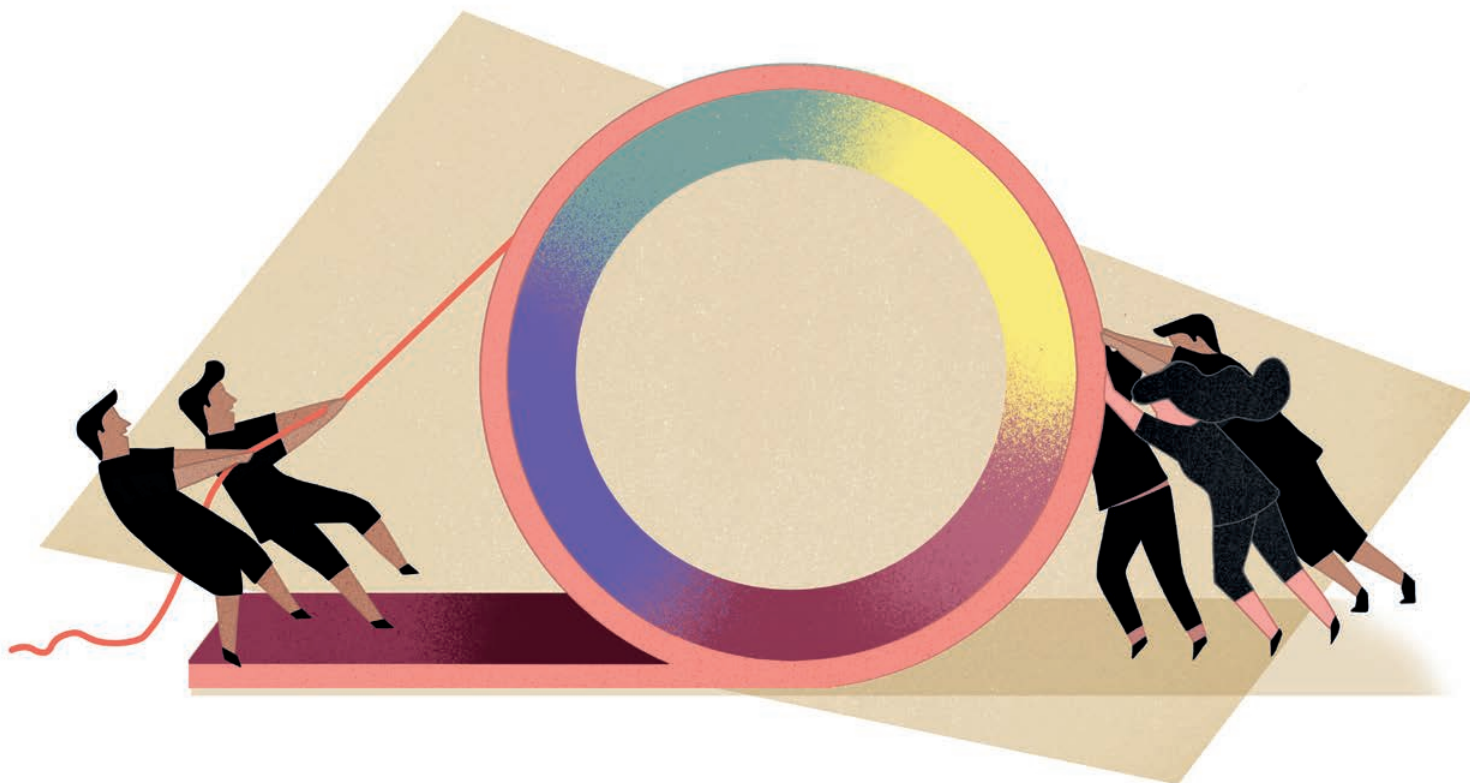
Au-delà du recyclage

Les descriptions détaillées du fonctionnement de l'économie circulaire abondent, et toutes s'accordent au moins sur ces trois actions : réduire, ralentir, boucler les flux de ressources et d'énergie. «Réduire» implique de produire les marchandises avec un minimum de matière et d'énergie, les deux devant en outre être respectueuses de l'environnement. «Ralentir» veut dire qu'il faut pouvoir utiliser les objets le plus longtemps possible, donc être en mesure de les réparer et reconditionner. Leur conception doit faciliter cela. «Boucler» signifie que les biens sont facilement revalorisables et qu'en fin de vie, rien ne doit empêcher leur recyclage ou leur biodégradation.

L'économie circulaire est manifestement bien éloignée de l'économie linéaire aujourd'hui dominante. Cette dernière repose sur l'extraction de matières premières et sur la fabrication de produits destinés à être vendus, utilisés, puis jetés. Il est important de relever que la circularité va bien au-delà du simple recyclage. «C'est l'un des malentendus les plus courants», confirme Kathrin Fuchs, co-directrice de la plate-forme CES. Une économie circulaire exige non pas une révolution, mais une transformation – parfois en profondeur – de l'économie et de la société. Pas besoin de réinventer le système économique de A à Z, mais on ne peut pas non plus se contenter d'utiliser du béton recyclé dans les nouvelles constructions et d'apporter sagement ses canettes en aluminium à la déchetterie chaque semaine.

Louer et partager, plutôt que posséder

Dans une économie circulaire qui fonctionne, consommatrices et consommateurs jouent un rôle essentiel. Selon Kathrin Fuchs, un changement des valeurs sociales est primordial pour qu'elles et ils utilisent vraiment aussi longtemps que possible les vêtements, appareils, meubles et autres objets du quotidien ; pour qu'elles et ils les fassent réparer encore et encore, puis, en fin de vie, les éliminent de façon à en assurer le recyclage. En d'autres termes, nous devons non seulement cesser de consommer en excès, mais également repenser



les modèles de propriété qui prédominent. «Au lieu de posséder tous ces objets, louons-les et partageons-les de plus en plus», martèle la spécialiste de l'environnement.

Voilà exactement ce que visent les modèles commerciaux qui sous-tendent l'économie circulaire. Certains reposent sur la notion d'économie de partage, d'autres sur la «servitisation». Les entreprises qui optent pour cette dernière gagnent de l'argent non plus en fabriquant et vendant des appareils, mais en les fabriquant, louant, entretenant, reconditionnant et recyclant au besoin. Dans l'idéal, elles conçoivent des objets économes en ressources, durables, réparables, modulaires et démontables. Bien que le recyclage demeure un aspect important des nouveaux modèles commerciaux, on doit le voir comme une mesure de dernier recours. «Cela vaut particulièrement pour la Suisse, qui n'a quasiment aucune matière première sur son territoire», constate Kathrin Fuchs. Le changement ne doit donc pas venir que des consommatrices et consommateurs, mais aussi des industriels. Comme l'explique la spécialiste en économie circulaire, il faut échanger activement des informations sur l'origine et la composition des différents éléments, ou encore sur les déchets issus du processus de fabrication et qui seraient transformables. «Une nouvelle forme de coopération est nécessaire, et les entreprises doivent apprendre à penser de manière globale.»

Consommer autrement, agir efficacement

La transition vers l'économie circulaire peut certes se passer de révolution, elle a cependant un impact économique et social. Toutefois, «il n'est pas indispensable d'atteindre cent pour cent de circularité. Cela est d'ailleurs techniquement impossible», glisse Kathrin Fuchs. Si le taux de circularité en Suisse dépassait légèrement 12 pour cent, soit le double du chiffre actuel, la consom-

mation de matières premières primaires baisserait déjà d'un tiers et l'empreinte carbone de moitié.

Le rapport estime que les consommatrices et consommateurs représentent le plus grand potentiel de notre pays. En adoptant un comportement circulaire (en utilisant les objets quotidiens aussi longtemps que possible, en louant et en partageant au lieu d'acheter, etc.), les consommatrices et consommateurs diminueraient significativement leur empreinte matérielle. Selon le rapport «Gap», la Suisse pourrait abaisser son empreinte matérielle d'environ quinze pour cent sans réduire son niveau de vie. Ce document met également en lumière des perspectives prometteuses dans les méthodes de production durables et circulaires, la mobilité, l'industrie alimentaire ainsi que la construction et l'habitat. Une analyse de l'entreprise de conseil et de planification EBP Suisse et de la Haute école spécialisée bernoise (HESB) parvient à des résultats similaires.

De nouvelles perspectives

L'environnement bénéficierait rapidement des efforts fournis pour mettre en œuvre les systèmes circulaires, à condition de bien les cibler. Entre autres avantages, car l'économie circulaire peut aussi aider à moins dépendre des flux mondiaux d'approvisionnement. «La pandémie de coronavirus a clairement mis en lumière à quel point le système économique mondial est interconnecté et fragile», rappelle Kathrin Fuchs. En récupérant davantage de matières premières, notre pays résisterait mieux aux crises. Un rapport du WWF et de l'entreprise de conseil PwC souligne en outre les atouts économiques de la circularité et évoque des «opportunités d'affaires à hauteur de plusieurs milliards». Elles découlent, entre autres, de la valeur des ressources récupérées ainsi que de nouvelles perspectives commerciales. >>>

Du rapport « Gap » à la feuille de route

Circular Economy Switzerland (CES) existe depuis 2020. Parmi les organisations qui en sont à l'origine, on trouve Impact Hub Switzerland, ecos, Pusch, la fondation YODEL, Circular Hub, Who is Nik, sanu durabilitas et le Swiss Economic Forum. CES se présente comme un mouvement et ambitionne de faire progresser l'économie circulaire en Suisse. Il réunit aujourd'hui 380 actrices et acteurs issu-e-s de l'économie privée, de la société civile, de la politique et de l'administration. Il encourage la collaboration et l'échange de connaissances à travers tous les secteurs et domaines. Projet du mouvement CES, le *Circular Gap Report* dresse un état des lieux important et sert de base pour élaborer une feuille de route, afin d'introduire l'économie circulaire en Suisse. Toutes les parties prenantes majeures de l'économie et de la société sont invitées à y participer. L'ambition est de faire de la Suisse un véritable point chaud de l'économie circulaire, tout en ramenant la consommation du pays dans les limites planétaires d'ici 2050.

Surmonter le manque de connaissances et les coûts d'investissement élevés

Pourquoi, malgré ces atouts potentiels, la Suisse n'est-elle pas plus avancée en matière d'économie circulaire? La HESB a interrogé en 2022 huit mille entreprises en Suisse à ce sujet. L'étude conclut que trois facteurs entravent le passage à l'économie circulaire. Premièrement, de nombreuses entreprises considèrent que leur produit ou service ne s'y prêterait pas. Kathrin Fuchs déplore que «le manque de sensibilisation reste un vrai problème. Nous en sommes encore à devoir informer les entreprises des possibilités et avantages de l'économie circulaire». Tout le monde n'a pas pris conscience de l'urgence et du potentiel. Le mouvement CES ainsi que d'autres organisations comme l'atelier d'économie circulaire ce123.ch et allyCE ont pris les choses en main: mise en réseau d'entreprises et organisations qui se lancent dans l'économie circulaire, encouragement des échanges, informations et idées sur la façon d'améliorer la circularité.

Selon cette même étude, la hauteur des coûts d'investissement constitue un deuxième obstacle important. Les entreprises déjà bien avancées dans la transition auraient, semble-t-il, la capacité d'investir beaucoup

d'argent dans la recherche et le développement. Mais les coûts de la conversion dissuaderaient tout particulièrement les PME. Un soutien de la politique économique s'imposerait donc. Les banques peuvent également contribuer de manière décisive à encourager l'économie circulaire. Kathrin Fuchs acquiesce: «Elles doivent financer le passage à de nouveaux modèles commerciaux circulaires.» Enfin, troisième obstacle identifié par la HESB, le manque de savoir-faire dans les entreprises en vue de mettre techniquement et concrètement en œuvre les processus circulaires. Pour cette raison, la directrice de CES pense qu'un échange ciblé au sein des différentes branches prendra toujours plus d'ampleur.

Le rôle important de l'État

Outre la sensibilisation, les moyens financiers et le savoir-faire, une transformation réussie requiert aussi de bonnes conditions-cadres politiques. Le rapport «Gap» parvient à la conclusion que le gouvernement doit adopter une approche stratégique dans tous les domaines politiques et à tous les niveaux de l'État. Sur le fond, les auteur-e-s rappellent qu'il vaut mieux éviter de produire des déchets que chercher à les gérer. La transition vers l'économie circulaire représentant un coût et les matières premières recyclées revenant plus cher que les primaires, le changement implique un désavantage concurrentiel. L'État pourrait le compenser par des allègements fiscaux. Le rapport préconise également un «droit à la réparation». De surcroît, il faudrait obliger les fabricants à la transparence, ce qui faciliterait la décision d'achat des consommatrices et consommateurs en faveur de produits circulaires.

L'État peut donc jouer un rôle important, que ce soit en fixant des conditions-cadres adéquates pour les particuliers ou en édictant des directives appropriées pour les marchés publics. Kathrin Fuchs relève que «si le secteur public se fournissait exclusivement auprès d'entreprises actives dans l'économie circulaire, il leur donnerait la sécurité nécessaire pour effectuer les investissements requis». Elle se réjouit que le canton de Zurich, par exemple, prenne les devants. Une votation y a récemment ancré la transition vers l'économie circulaire dans la Constitution cantonale (voir «Zurich se lance dans l'économie circulaire» sur moneta.ch). Le canton va devoir élaborer des solutions en collaboration avec l'économie et la population. «Il peut ainsi devenir un laboratoire pour toutes les expériences plus qu'indispensables dans le domaine de l'économie circulaire.» •

« Il faut commencer par quelque chose de facile »

La Suisse a une énorme empreinte écologique. En modifiant nos propres habitudes de consommation, nous pouvons notablement améliorer la situation, mais par où commencer ? Bettina Höchli, spécialiste des sciences comportementales à l'Université de Berne, esquisse quelques pistes.

Propos recueillis par Simon Rindlisbacher



Photo: mäd

Bettina Höchli

est docteure et chercheuse à l'université de Berne, experte en modification comportementale dans les domaines de la santé et de la durabilité. Ses approches s'inspirent des domaines de l'économie comportementale, des sciences du comportement et du marketing social. Son objectif est de comprendre le fonctionnement de certains groupes cibles et d'encourager les changements, pour en faire bénéficier tout à la fois les individus et la société.

moneta : Bettina Höchli, quand avez-vous acheté un objet neuf pour la dernière fois ?

Bettina Höchli Je me suis récemment fait voler mon vélo, alors j'en ai acquis un nouveau.

Et pourquoi pas un vélo d'occasion ?

Parce que je n'en ai pas trouvé qui me convient, surtout pour ce qui est de la taille. Bon, il y en avait un quelque part dans l'arrière-pays de Saint-Gall, mais c'était un peu compliqué d'aller le chercher depuis Berne.

Peut-on dire que vous tendez vers un mode de vie durable ?

Je me pose beaucoup de questions et m'efforce de vivre de cette façon, oui.

Où vous situeriez-vous par rapport à la moyenne suisse ?

Je pense évidemment m'en sortir mieux que la moyenne (rires). Mais je suis sans doute victime de ce que l'on appelle le « biais de surconfiance », ce qui me placerait dans les nonante pour cent de la population suisse qui estiment leur comportement plus durable qu'il l'est en réalité. Moi aussi, je dois avoir une bonne marge de progression.

Différentes études laissent entendre que nous consommons trop, en Suisse, contribuant largement à la trop grande empreinte écologique du pays. Pourquoi avons-nous tendance à acheter autant et si souvent ?

Avant tout parce que nous pouvons nous le permettre, vu que l'Helvète moyen gagne bien sa vie. Ensuite, la nouveauté donne généralement une récompense immédiate et déclenche un sentiment de bonheur, bien qu'éphémère la plupart du temps. Enfin, les gestes qui

nous paraissent normaux sont aussi déterminants : les gens que je fréquente achètent-ils un nouveau pantalon par an, ou plutôt par mois ?

Comment changer nos habitudes de consommation ?

Il est important de renforcer les incitations et de supprimer les obstacles. Mais dans les deux cas, ce sera différent pour chaque comportement et groupe cible.

Avez-vous un exemple ?

Prenons la viande : certaines personnes en mangent parce qu'elles aiment ça et qu'elles l'ont toujours fait. D'autres parce que c'est tout ce que propose la cafétéria de leur entreprise. D'autres encore parce que cela affirme leur masculinité. Selon les cas, on devra donc changer les habitudes, l'offre, voire l'image de soi.

Et qui doit initier ces changements ?

Le gouvernement ? L'économie ? Ou la population elle-même ?

On doit agir partout en même temps. Actuellement, les actrices et acteurs de la société se renvoient trop souvent la balle, raison pour laquelle on n'évolue pas assez vite vers davantage de durabilité.

Quel pourrait être le rôle de l'État ?

L'État peut réunir différentes parties autour d'une table, instaurer une vision commune et fixer des objectifs. À partir de là, il est en mesure de faciliter les comportements durables et de les rendre économiquement plus attractifs, tout en mettant des obstacles aux attitudes indésirables. Que ce soit au travers de la législation ou du dialogue, par exemple avec des organisations professionnelles. Ces dernières ont aussi la possibilité de prendre des mesures, ne serait-ce qu'en proposant

>>>

»» d'emblée la version durable d'un produit. On le voit déjà fréquemment dans le domaine de la fourniture d'électricité : sauf demande spécifique, la clientèle est approvisionnée en courant vert. La majorité indécise est alors incitée à suivre le flux. Ce qui compte, toutefois, c'est d'agir dans des domaines ayant un impact réel.

Qu'entendez-vous par là ?

Si l'État interdit les gobelets en plastique, il envoie un signal, mais l'impact positif sur l'environnement sera peut-être limité. Le problème est que cela peut pousser les gens à se reposer trop tôt sur leurs lauriers. Dans le jargon, on utilise ici le terme de « licence » : un petit pas dans la bonne direction est pris comme une licence de faire quelque chose de non durable. Ainsi, renoncer aux gobelets en plastique pour aller en vacances aux Maldives ne nous fera pas avancer...

De quels moyens disposent les entreprises pour inciter les gens à davantage de circularité ?

Elles peuvent rendre les produits circulaires plus accessibles, plus attrayants et plus populaires. Si les déplacements en train coûtaient moins cher qu'en avion, on les envisagerait davantage comme une alternative. L'attractivité d'un produit dépend entre autres de son esthétique : un produit durable, mais moche touchera généralement un petit groupe de personnes convaincues. Son impact positif sera limité, il ne s'imposera pas sur un marché plus large.

Et que dire de la popularité ?

Les entreprises peuvent également faire progresser la demande pour des produits durables en les rendant plus populaires, par exemple au moyen de campagnes publicitaires appropriées. Ce faisant, elles ouvrent aussi de nouveaux horizons.

Comment ?

Pour l'instant, beaucoup de gens considèrent que pour passer de bonnes vacances, il faut voyager loin. Voilà la pensée dominante. Une idée nouvelle serait que les vacances près de chez soi sont également agréables. La publicité peut façonner de tels récits, de même que les films, les médias, les célébrités ou encore la musique.

Les entreprises peuvent donc avoir une influence. Comment les inciter à agir ?

Elles y sont presque obligées, car leur clientèle et leur personnel attachent de plus en plus d'importance au respect de la nature et de l'environnement. L'économie circulaire place cependant de nombreuses entreprises devant un conflit d'objectifs : leur modèle d'affaires est souvent conçu pour vendre le plus possible. Or, l'économie circulaire implique de réduire les ventes en mettant sur le marché des produits plus durables. Alors les entreprises ne peuvent pas réussir seules la transformation nécessaire, mais uniquement main dans la main avec l'État ainsi qu'avec les consommatrices et consommateurs.

Comment agir sur nos comportements ?

Le mieux est de commencer par s'observer soi-même : lesquelles de mes habitudes ne sont pas durables ? On peut ensuite se demander ce qui les motive et comment parvenir au même objectif avec une meilleure durabilité. Si cet objectif consiste à me rendre rapidement et à moindre coût d'un point A à un point B, ai-je forcément besoin d'avoir une voiture à moi ? Je peux aussi y aller en train ou avec une auto partagée. Et si je veux me faire belle pour une occasion particulière, comme un mariage, pourquoi ne pas louer une robe plutôt que d'en acheter une nouvelle ? On doit commencer par quelque chose de facile.

... Donc sans se mettre trop de pression ?

La plupart des gens ont du mal à adopter de nouvelles habitudes si l'effort et le renoncement paraissent trop importants. Un seul petit pas dans la bonne direction est insuffisant, mais il constitue déjà un début appréciable. L'essentiel est de ne pas se décourager parce que l'obstacle paraît trop grand.

Comment savoir par où commencer ?

Les informations abondent. Si on leur demandait comment changer leur quotidien, la majorité des gens seraient probablement capables de répondre. Dans les faits, on peut remettre en question sa façon de se déplacer, de se loger et chauffer, d'investir son argent, de se nourrir.

« Renoncer aux gobelets en plastique pour aller en vacances aux Maldives ne nous fera pas avancer... »

Est-il réaliste de penser qu'assez de personnes vont revoir et modifier leur comportement ?

C'est réaliste, mais ambitieux, car il faut du temps et de l'énergie pour modifier son comportement. Quand on doit travailler sans arrêt, on n'a guère le temps de remettre en question ses habitudes.

Doit-on en conclure que tout le monde ne peut pas se permettre une vie durable, que c'est un luxe ?

Je crois que chacune et chacun devrait se lancer en fonction de ses possibilités. L'empreinte écologique augmente avec le revenu, alors les personnes qui en ont les moyens devraient contribuer plus. Quand on a davantage de ressources, on doit aussi investir davantage dans les changements nécessaires. •

La Terre vue comme un grand métabolisme

Que fait la nature de ce qui est devenu inutile ou inutilisable? Elle rend simplement absurde la notion de «déchets», car tout ce que produit la Terre finit recyclé par un organisme vivant.

Texte: Roland Fischer

La nature est constituée de cycles. Tout le monde connaît le plus basique d'entre eux : l'eau tombe du ciel, s'accumule dans les cours et plans d'eau, s'écoule vers la mer, s'évapore pour former les nuages. Rien ne se crée, rien ne se perd... Toute la vie sur Terre repose sur ce type de cycles interdépendants, dont on pourrait qualifier l'ensemble de grand métabolisme où les matières se transforment. L'idée a fait son chemin sous le nom d'«hypothèse Gaïa», formulée dans les années 1970 par Lynn Margulis et James Lovelock: la planète, vaste superorganisme autorégulant alimenté par la vie. De ce point de vue, les produits métaboliques sont sans hiérarchie. Les notions de qualité, d'utilité et d'inutilité sont seulement une question de perspective.

La Terre presque sans oxygène

On lit souvent, ces derniers temps, que l'humain serait la première et unique espèce à exploiter les ressources avec une insouciance telle qu'elle entraîne non seulement son propre déclin, mais aussi celui d'écosystèmes entiers. Qui s'intéresse à l'histoire de la planète constatera des «crises d'équilibre» fréquentes. Par exemple, à l'origine de la vie, on ne «respirait» pas encore, puisque l'atmosphère contenait peu d'oxygène. La photosynthèse n'est apparue qu'avec les cyanobactéries (algues bleues), voilà environ 2,5 milliards d'années. Des composés organiques riches en énergie ont été générés très efficacement par des substances inorganiques pauvres en énergie, principalement le dioxyde de carbone et l'eau. L'oxygène élémentaire est également libéré en tant que sous-produit. Le fonctionnement des cyanobactéries s'est avéré si performant qu'il a causé une «catastrophe oxydative»: elles ont rejeté beaucoup trop de ce déchet atmosphérique qu'était alors l'O₂. De nombreuses formes de vie originelles y ont succombé, incapables d'absorber tout ce gaz. Mais la catastrophe a permis l'avènement des «brûleurs», l'oxygène devenant la base existentielle d'un nouveau règne biologique.

La Terre fonctionne donc non pas selon la logique de la consommation, mais du métabolisme (continu): les substances «consommées» redeviennent le point de



départ d'un autre cycle énergétique. Prenons l'exemple des arbres, dont les feuilles sont riches en carbone. Tant qu'elles se trouvent sur l'arbre, elles transforment le dioxyde de carbone en oxygène et en glucose par photosynthèse, presque comme le faisaient les premières cyanobactéries. Tombées au sol, les feuilles forment une couche de nutriments précieux pour toutes sortes de (petits) organismes vivants. Lesquels, en digérant cette matière, renvoient le CO₂ dans l'atmosphère. Et la photosynthèse recommence au printemps, avec la naissance de nouvelles feuilles.

Des bactéries mangeuses de plastique?

Biologiquement parlant, le métabolisme sert dans tous les cas à produire de l'énergie pour un organisme. Or, les métabolismes sur Terre ne sont pas des mouvements perpétuels. Ils dépendent d'une alimentation extérieure: la lumière du soleil. La photosynthèse est ainsi la portion «en amont» d'un cycle, comme l'évaporation dans celui de l'eau. On peut aussi considérer que les substances riches en énergie finissent toujours par être utilisées. Pour la nature, le plastique n'est donc pas un déchet, mais (en principe, du moins) une matière de base riche en énergie. Hélas, les organismes capables d'en tirer profit sont encore inconnus. Les plus petits d'entre eux disposent d'une palette infinie d'astuces de recyclage: ils maîtrisent souvent des cycles énergétiques qui nous paraissent très étranges, à nous, «oxygéné-e-s». On a quand même découvert des bactéries qui possèdent les enzymes nécessaires pour décomposer les plastiques. Étudier enfin plus en détail ces merveilles du métabolisme pourrait s'avérer très précieux, également pour une véritable économie circulaire. •

Les bâtiments à démolir, des mines à ciel ouvert

Le secteur du bâtiment n'échappe pas à la mentalité du tout jetable: il est à l'origine de plus des quatre cinquièmes des déchets suisses. Heureusement, une tendance opposée apparaît, qui consiste à réutiliser des matériaux de construction. La prospection et la récupération ont commencé.

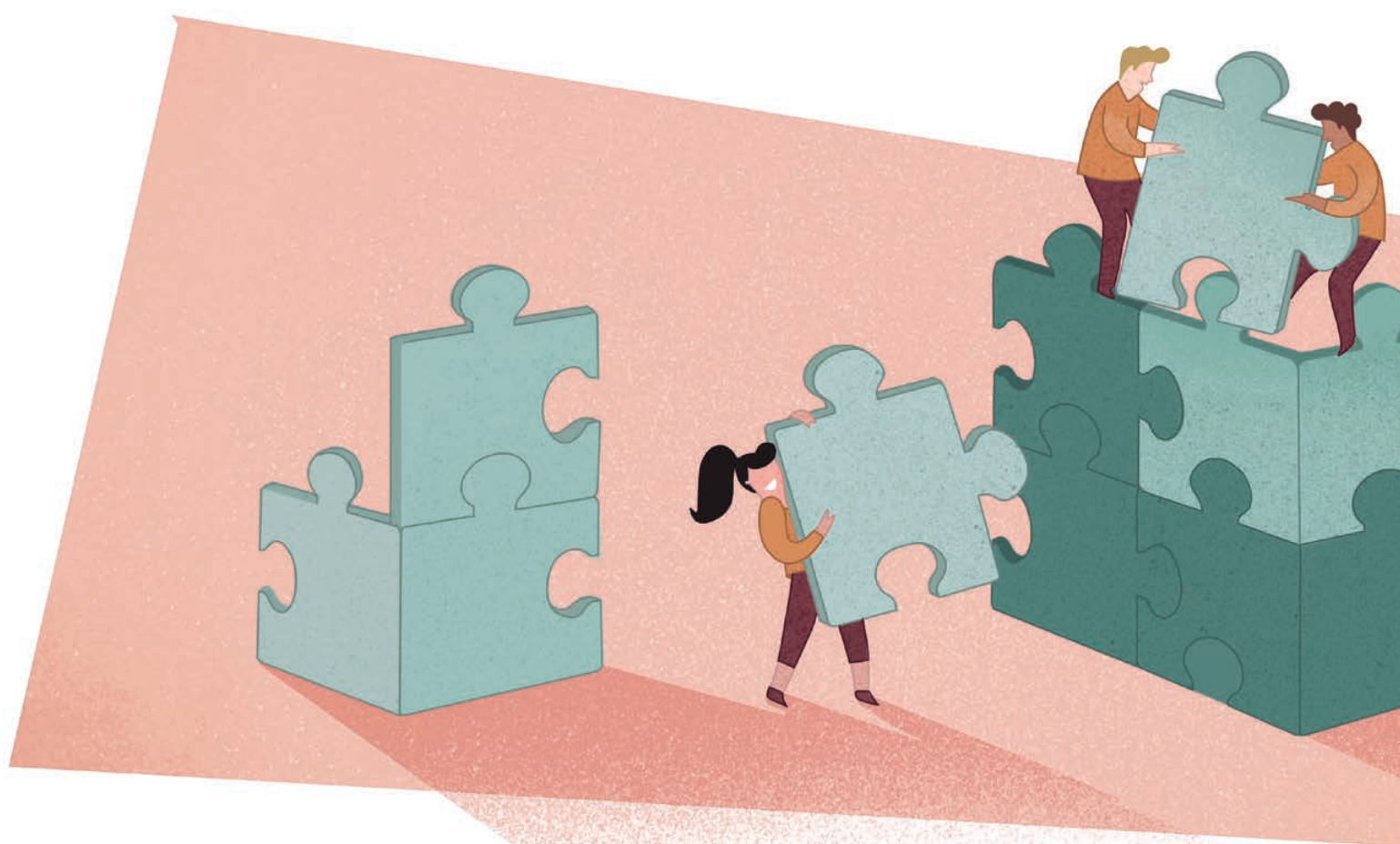
Texte: Esther Banz

Muni d'un casque et de chaussures renforcées, Leonhard Schönfelder entre sur un site de construction au cœur de la ville de Zurich, un matin d'été. Les architectes ont l'habitude des rendez-vous de chantier, sauf qu'ici, sur la place Ernst Nobs, on ne bâtit rien. On transforme un immeuble de bureaux et M. Schönfelder n'y était pas impliqué jusqu'alors. Il est venu parce que des éléments de construction de plusieurs tonnes pourraient être sauvés: près de mille lamelles de verre ayant fait office de protection solaire pendant les vingt dernières années. Or, le dispositif n'a jamais vraiment bien fonctionné et les lamelles semblaient en faire seulement à leur tête. La rénovation de la façade – elle aussi vitrée – va faire disparaître la lourde protection solaire, dont les éléments totalisent 55 tonnes et 2400 mètres carrés de verre armé. Ces lamelles de qualité supérieure peuvent

servir encore longtemps et devraient donc bénéficier d'une seconde vie. Elles ont en tout cas attiré l'attention des architectes qui construisent un nouvel immeuble d'habitation pour la coopérative Kraftwerk, sur le site de la Koch-Areal à Zurich.

Des pionnières et pionniers à l'œuvre

C'est là que le bureau d'études Zirkular, pour lequel travaille Leonhard Schönfelder, entre en jeu: il est spécialisé dans la récupération, le stockage et la remise en circulation de matériaux de construction issus de démolitions. Zirkular est une filiale du bureau in situ, fondé par Barbara Buser et Eric Honegger, qui construit depuis plus de vingt-cinq ans dans le bâti existant. Cette activité pionnière a valu à Mme Buser et M. Honegger de recevoir, en 2020, le Grand Prix suisse d'art / Prix Meret Oppenheim de l'Office fédéral de la culture. Autant que possible, des matériaux récupérés servent à aménager ailleurs des volumes existants. Autrefois, quand le transport de marchandises lourdes était pénible et coû-



teux, la réutilisation allait de soi : pour construire des maisons, on allait par exemple chercher des pierres de châteaux ou de fortifications urbaines devenus inutiles. Les crises écologiques remettent cette pratique ancienne sur le devant de la scène. Souvenons-nous que les matériaux de construction sont à l'origine de quelque dix pour cent des émissions de CO₂ dans notre pays, car la fabrication d'acier et de béton – en particulier – engloutit des quantités gigantesques d'énergie. Malgré cela, on démolit chaque année en Suisse entre trois et quatre mille maisons, générant ainsi chaque seconde une demi-tonne de déchets de construction bourrés d'énergie grise et dont seule une infime fraction est réemployée. Souvent, la réutilisation du béton est confondue avec le recyclage, alors que ce n'est pas la même chose : recycler du béton consiste à en fabriquer du nouveau à partir de l'ancien, ce qui consomme beaucoup d'énergie.

La chasse aux éléments, une aventure

La construction est un processus complexe, surtout de nos jours, étant donné la quantité de normes en vigueur. Et la construction circulaire se révèle encore plus exigeante, car presque chaque matériau étant spécifique, on ne peut pas se retourner en cas de défaut : « Celle ou celui qui fournit un tel matériau le fait sans garantie », confirme Pascal Hentschel, directeur général de Zirkular. Il se trouve dans l'une des salles de réunion que l'entreprise partage avec sa société mère in situ et le laboratoire d'idées denkstatt, qui en fait partie, à Zurich. Le siège social est à Bâle, mais quelque 35 personnes travaillent aussi près de la Limmat, plus exactement dans d'anciens ateliers des CFF. Sur le palier, des bottes en caoutchouc garnissent une commode métallique, une carte géante en noir et blanc de la ville et de ses environs pend au mur. L'espace de bureau ouvert frappe par sa hauteur et sa luminosité, offerte par de nombreuses immenses fenêtres. Les étagères en bois paraissent faites maison, de luxuriantes plantes d'intérieur dissimulent les tables de travail. Ça et là sont disposés des échantillons de matériaux ainsi que des magazines du monde entier consacrés à la construction, y compris circulaire.

Les vacances d'été font que le grand bureau est calme, chose plutôt inhabituelle : en règle générale, les gens de Zirkular doivent se dépêcher pour visiter des bâtiments voués à la démolition, chercher comment démonter et entreposer des éléments, effectuer des calculs, prendre des décisions et passer à l'action. Leur travail ne s'appelle pas « chasse aux matériaux » pour rien ! Le stockage intermédiaire aussi exige une organisation minutieuse, car il est exceptionnel que le démontage précède immédiatement une livraison. Le plus souvent, on doit stocker les éléments récupérés jusqu'à leur intégration dans un nouveau projet. Ces tâches encore inédites de-

mandent aux architectes des talents en matière de logistique, d'inventivité et de comptabilité. Construire avec des matériaux d'occasion est rarement plus avantageux, prévient Pascal Hentschel. Les frais de main-d'œuvre neutralisent les économies sur le coût des matériaux. La recherche, déjà, est compliquée. Comme l'explique le directeur de Zirkular, il n'existe pas de liste des bâtiments à démolir. L'équipe mène ses propres investigations, par exemple en examinant chaque semaine les appels d'offres de construction dans le journal officiel de la ville de Zurich.

La construction circulaire doit devenir financièrement intéressante

L'exemple des lamelles de verre montre à quel point la construction circulaire est actuellement complexe et coûteuse. Leonhard Schönfelder, notre chasseur de matériaux, estime avec Christian Ückermann, responsable du montage de l'entreprise Geilinger spécialisée dans les façades, combien de lamelles de verre pourront être empilées pour le stockage. Il est question de masse et de poids. Dans un échange aussi amical que vif, les calculs, les décisions et parfois les blagues fusent. Après quoi Leonhard Schönfelder s'exclame : « Comment fait-on pour le prix ? Il ne doit plus bouger, ensuite. » Réponse du chef de montage : « Ah, ah ! D'abord ils baissent le prix, après ils augmentent le nombre de pièces ! » Rires partagés, entre le grondement du trafic routier et le rafut du chantier. Le démontage sur la place Ernst Nobs commencera sitôt que tout sera réglé par contrat et prendra environ un mois. Les ouvriers devront manipuler soigneusement les lourds éléments. S'il y a trop de casse, la surface restante ne suffira peut-être plus pour le projet de réutilisation. Au cours des semaines suivantes, on pourra voir depuis la rue le démontage et le transport des lourdes lamelles de verre. Le quotidien « Tages-Anzeiger » consacrera même un grand article. Et, pour une fois, aucune polémique ne viendra enflammer les commentaires.

Car qui contesterait encore la nécessité d'en finir avec la culture du gaspillage et du tout jetable ? Ainsi, l'an dernier, le canton de Zurich a dit « oui » à 89 pour cent à l'inscription de l'économie circulaire dans sa constitution (voir « Zurich se lance dans l'économie circulaire » sur moneta.ch). Le moment est venu d'instaurer des conditions favorables, aux échelons cantonal et communal, pour boucler les cycles de matières. Pascal Hentschel, le directeur de Zirkular, pense que les habitudes changeront seulement quand la construction circulaire sera devenue économiquement intéressante : « Aujourd'hui, les mandats ne sont pas attribués en fonction de la qualité ou de la durabilité. Le plus souvent, la solution la plus rapide et la moins chère l'emporte. »

>>>

»» **Douze géants de la construction s'engagent à boucler les cycles des matériaux**

Les villes avec un exécutif à tendance verte et de gauche, comme Zurich et Bâle, se trouvent déjà sur la trajectoire «zéro net» attendue par leur électorat. Zurich, par exemple, va construire un nouveau centre de recyclage intégralement à partir de matériaux réutilisés. Un projet pilote qui implique Zirkular: ses spécialistes en éléments de construction ont établi le catalogue des matériaux destiné aux bureaux d'architectes participant au concours. La ville de Zurich veut acquérir de l'expérience là où celle-ci fait encore largement défaut. Avec dix des plus grands maîtres d'œuvre privés, ville et canton ont récemment signé la «Charte de la construction circulaire», dont le premier des six engagements est de «rénover au lieu de construire à neuf». Un autre point est la réutilisation de matériaux existants. Le fait que de grands noms de l'immobilier – parmi lesquels Swiss Life, UBS, Axa et Allreal – s'engagent dans la construction circulaire représente-t-il une percée? Qu'en pense Marc Angst, architecte et spécialiste en réutilisation, qui travaille également pour Zirkular? Il a été responsable, avec Pascal Hentschel et d'autres, de la transformation de l'immeuble de tête K118 à Winterthur. Plusieurs fois primée, cette surélévation sur le toit d'une halle industrielle existante est composée uniquement d'éléments récupérés. Marc Angst voit d'un bon œil la pondération de la charte et l'engagement de géants de l'immobilier à bâtir avec une vision à long terme et moins de matériaux: «Ils mettent dans le mille.» Toutefois, il se réjouit que cela aboutisse à des réalisations concrètes, par exemple, en ce qui concerne les sous-sols: «Les nombreux parkings souterrains posent problème. Ce sont des volumes énormes et des ennemis du climat, car construire sous terre n'est possible qu'avec du béton.» Et comment juge-t-il la bonne volonté des douze géants de l'immobilier en matière de construction circulaire? «Chacun a probablement un niveau d'ambition différent», répond-il diplomatiquement.

Il reste beaucoup à définir

Chez Zirkular, Marc Angst s'occupe du travail de fond, qui doit servir à toute personne souhaitant réutiliser des matériaux et construire de manière circulaire. En collaboration avec la Haute école des sciences appliquées de Zurich (ZHAW), il examine le réemploi sous les angles procéduraux et juridiques. Il élabore un guide ainsi que d'autres aides au travail. De nombreux aspects restent selon lui à éclaircir. Les questions surgissent du quotidien de Zirkular, par exemple au moment de rédiger une déclaration d'intention pour l'utilisation d'un bâtiment en tant que mine de matériaux: que faut-il y inclure ou alors ne pas oublier? En ce moment, l'association sectorielle cirkla.ch publie un premier aide-mé-

moire ainsi qu'un glossaire: «Nous avons aussi défini une terminologie. On doit pouvoir désigner les choses avec exactitude», souligne M. Angst.

L'économie circulaire dans la construction implique de penser dès le début à la réutilisation des éléments, de concevoir les bâtiments de façon à pouvoir en démonter les différentes parties plus facilement qu'aujourd'hui. Dans le jargon, on appelle cela le «design for disassembly», la possibilité de déconstruire l'existant et de le réassembler. Si la pratique se généralisait, la fin de chaque bâtiment pourrait désormais marquer la naissance d'un autre.

L'économie circulaire dans la construction implique de penser dès le début à la réutilisation des éléments, de concevoir les bâtiments de façon à pouvoir en démonter les différentes parties plus facilement qu'aujourd'hui.

Risque d'écoblanchiment

À chaque croisement de l'utopie et de l'innovation surgissent des pique-assiette. Le risque d'écoblanchiment touche donc aussi la construction circulaire, jusque dans la réutilisation de matériaux. Cela se passe à peu près ainsi: un maître d'ouvrage fait démolir un bâtiment existant, puis en érige un neuf à la même place avec des tonnes de béton et d'acier tout juste sortis d'usine. Seules les portes proviennent d'une bourse aux matériaux de seconde main. Cette modeste réutilisation, quasiment sans impact positif sur le climat, sera pourtant mise en avant. Pascal Hentschel précise que Zirkular refuse de s'impliquer dans de tels projets. Son entreprise s'engage plutôt pour la conservation des bâtiments, car le gros œuvre représente non seulement la majeure partie des coûts, mais également de l'énergie consommée: «Récupérer la structure porteuse est ce qui a le plus grand impact positif sur le climat.»

Retour à l'immeuble de verre à Zurich, où Leonhard Schönfelder prend congé du chef de montage, appelé ailleurs de toute urgence. En retirant son casque, il dresse ce constat: «L'attitude dans les bureaux d'architectes et sur les chantiers tient largement au fait que, lors de la démolition d'un bâtiment, les matériaux ont longtemps été vus comme des déchets sans valeur.» On doit maintenant apprendre à considérer et traiter les matériaux usagés ou neufs avec le même respect. Cela n'exige rien de moins qu'un changement de culture. Les chasseuses et chasseurs de composants y veillent, en accomplissant un nouveau type de travail intensif sur les chantiers. •



Une seconde vie pour les objets

Aux quatre coins de la Suisse romande, des cafés d'un nouveau genre ont vu le jour: les *repair cafés*. On n'y vient plus exclusivement pour déguster un espresso, mais aussi pour faire réparer son fer à repasser ou son grille-pain et pour se rencontrer, bien sûr.

Texte: Sylvie Ulmann

De Genève à Delémont, ces dix dernières années, les *repair cafés* se sont multipliés comme des topinambours dans un jardin bio. Si certains ont lieu quelques fois par an, d'autres sont passés à un rythme mensuel. Leur dénominateur commun: ils réunissent une poignée de fans de bricolage et des personnes désireuses de faire réparer des objets en tout genre. Machines à café ou à coudre, aspirateurs, fers à repasser, téléphones mobiles, sèche-cheveux, *walkmans*, tourne-disques, débroussailleuses, pantalons en mal de bouton ou orgues électriques vintage. Tous ces objets, qu'ils soient estropiés ou simplement fatigués, attendent d'être auscultés accompagnés de leur propriétaire, autour d'une tasse d'arabica. Un service presque gratuit, puisque la clientèle ne paie que les pièces de rechange. Des bénévoles assurent l'organisation de ces événements ainsi que les réparations.

Essor post-pandémique

«En Suisse, les premiers *repair cafés* ont vu le jour il y a une dizaine d'années», détaille Sylvie André, responsable marketing et communication à la Fédération romande des consommateurs (FRC). L'association, engagée dans la lutte contre le vieillissement prématuré des objets et le gaspillage des ressources, chapeaute le ré-

seau des *repair cafés* du côté francophone de la Sarine. Elle permet aux organisatrices et organisateurs d'échanger expériences et bonnes pratiques ainsi que de bénéficier d'une certaine visibilité: «Nous annonçons les ateliers sur une page dédiée de notre site. Nous proposons en outre un kit de démarrage pour les mettre sur pied ainsi qu'une assurance RC», complète-t-elle. Et d'ajouter que le nombre de ces manifestations a explosé après la pandémie: «On en recense désormais une centaine dans toute la Suisse romande.» Elle est convaincue que cette expansion ne doit rien au hasard: «L'aspect social a joué en leur faveur, les gens étant friands de contacts après les restrictions liées au Covid.»

Patience et coup de main

Pour éviter de créer une concurrence déloyale envers les artisanes et artisans ayant pignon sur rue et qui luttent déjà pour leur survie, les bénévoles assurent un tri. L'opération a lieu sur place ou dès l'inscription, pour les cafés qui l'exigent au préalable. «Nous orientons les personnes qui viendraient changer l'écran de leur smartphone ou réaliser un ourlet de pantalon vers des pros, puisqu'il y en a», résume August Hangartner, président d'Échallens 21 et membre fondateur du *repair café* du chef-lieu du district du Gros-de-Vaud. Les autres personnes attendent qu'une réparatrice ou un réparateur soit disponible. Le café prend tout son sens à ce stade des opérations: visiteuses et visiteurs patientent en partageant une tasse et les potins du village ou du quartier. De manière à abrégé l'attente, certains cafés ont agi: «Nous nous efforçons de limiter à trente minutes le temps consacré au démontage et au diagnostic de la panne, car nos bénévoles ne manquent pas de motivation», sourit Sylvie Cortat Frey, du *repair café* jurassien. Lors de ses premières éditions, il y a une dizaine d'années, celui-ci avait été victime de son succès, accueillant une trentaine de visiteuses et visiteurs pour cinq réparateurs! Car, quelle que soit la longueur de la file, pas question de déposer l'objet et de revenir le chercher une fois remis en route: «Nous refusons de travail- >>>

Les ressourceries pour changer d'habitudes

Dans les milieux de l'économie sociale et solidaire, on imagine des pistes pour accorder «réparation» et «rentabilité». Une nouvelle voie passe peut-être par les ressourceries. L'idée? Donner une deuxième vie aux matériaux et aux objets, en mutualiser l'usage. «Modifier nos comportements implique de changer notre manière de les envisager», résume Antonin Calderon, membre du comité de la Manufacture collaborative (MaCO) à Genève. L'association chapeaute depuis 2019 un bâtiment de 1200 m² et trois niveaux. Situé dans le quartier de Châtelaine, il réunit un lieu où travailler bois, métal et vélos sous la houlette de bénévoles, ainsi que Le Grand Atelier; La Manivelle, coopérative de prêt d'outils; Matériuum, qui propose des matériaux de deuxième main; le *fablab* On'Fait et Sipy, une association d'échange d'habits et d'accessoires. Ces espaces complémentaires forment un écosystème cohérent, auquel on accède moyennant une somme modique, réglée à l'heure, par mois ou par an suivant la formule. «Les emprunteuses et emprunteurs doivent être assez nombreuses et nombreux pour que le prix de l'abonnement soit intéressant et pour payer les salaires du personnel», détaille Antonin Calderon. Deux autres sites du même genre sont en projet au bout du Léman, à Plan-les-Ouates et dans le futur quartier Praille-Acacias-Vernets. Pour lui, «développer les filières de réparations transforme les filières économiques. Ces lieux peuvent créer une impulsion. Petit à petit, le public se détournera des objets qui ne sont pas conçus pour être réparés et l'économie devra s'adapter à cette nouvelle demande.»

adresses.frc.ch

»» ler en l'absence de la cliente ou du client, qui doit être là pour donner un coup de main», précise Olivier Bernhard, responsable du projet à Genève. Pas besoin d'être la reine ou le roi de la bricole: on peut se contenter de tendre le tournevis ou de tenir le capot du presse-orange pendant les opérations. Et d'ajouter qu'il peut aussi s'agir de prendre la décision de réparer ou non, voire de se satisfaire d'une demi-mesure, par exemple la suppression d'un interrupteur. «Sur les 328 objets apportés par 280 visiteuses et visiteurs dans les 18 journées de repair cafés qui ont eu lieu à Genève en 2022, 49 pour cent ont été entièrement réparés, 4 pour cent partiellement. Pour 16 pour cent d'entre eux, la panne a été identifiée», détaille-t-il en outre.

Côté statistique encore, relevons que l'électroménager arrive en tête de liste (55 pour cent, toujours dans la cité de Calvin). Championne de cette catégorie, la ma-

chine à café, que l'on oublie si souvent de détartre. Viennent ensuite l'électronique domestique, puis les jouets, les vélos et les textiles.

Au-delà des chiffres, les repair cafés sont porteurs d'un message: «Nous rappelons aux gens qu'il n'est pas nécessaire de changer de téléphone tous les six mois et qu'acheter sans cesse du neuf ne rend pas forcément plus heureux», souligne Marc Johannot, secrétaire du repair café d'Échallens et lui-même réparateur. «La réparabilité va devenir un véritable critère de choix», conclut-il.

« Les réparations sont plus difficiles, d'abord parce que les matériaux dont sont faits les objets sont devenus de mauvaise qualité. »

Dragan Ivanovic, La Bonne Combine

Réparer devient toujours plus important

Dragan Ivanovic, qui travaille à La Bonne Combine depuis 1994, en est intimement convaincu, lui aussi. Depuis le milieu des années 1990, cette boutique lausannoise redonne vie à une multitude d'objets, dont de l'électroménager. Elle a fait de la lutte contre l'obsolescence programmée son cheval de bataille. Mais il faut se rendre à l'évidence: «Les réparations sont plus difficiles, d'abord parce que les matériaux dont sont faits les objets sont devenus de mauvaise qualité. Les colles ne résistent pas à la chaleur, le métal plie, le plastique casse. Ensuite, pour beaucoup d'appareils, il n'existe pas de pièces de rechange, et encore faut-il parvenir à les démonter. Enfin, leur prix a tant baissé que le temps d'ouvrir et de refermer, on l'a déjà dépassé et mieux vaut racheter du neuf.» Sur ce plan aussi, les repair cafés ont une carte pédagogique à jouer: assister au démontage et à la recherche de la panne peut permettre au public de réaliser que les objets bon marché – ceux dont les composants sont moulés ou indémontables et qui cessent de fonctionner deux jours après l'échéance de la garantie – coûtent toujours trop cher. Peut-être les gens opteront-ils pour un article de meilleure qualité lors d'un prochain achat, voire se tourneront vers une alternative comme l'emprunt (lire encadré). •

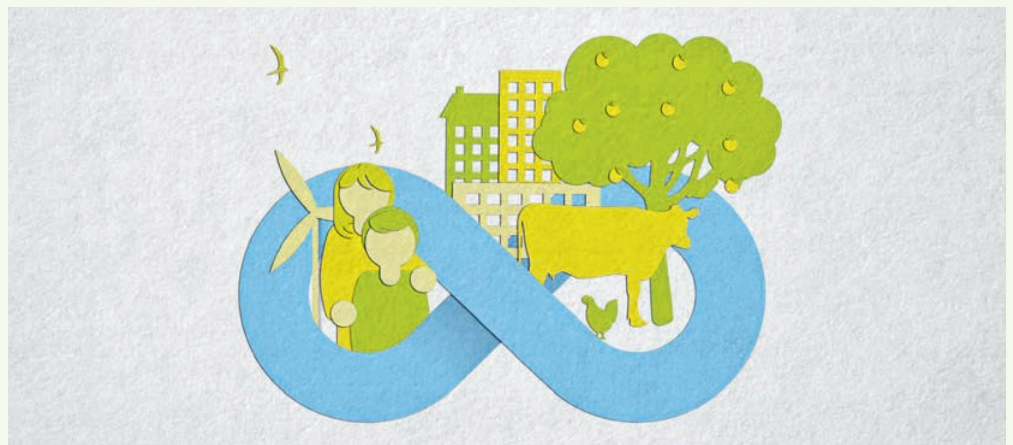
LES PAGES DE LA BAS

« NOUS ACCUEILLONS VOLONTIERS DAVANTAGE DE PROJETS ISSUS DE L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE »

La BAS souhaite encourager l'économie circulaire par des prêts, mais la demande actuelle reste modeste. Responsable des crédits destinés à l'économie circulaire, Peter Hammesfahr voit plusieurs raisons à cela. Par exemple la nécessité de démocratiser les modèles de l'économie de partage. La Banque aimerait continuer à sensibiliser le public à ce sujet, tout en ouvrant ses portes aux entreprises intéressées.

Propos recueillis par Pieter Poldervaart

Illustration: art.l.schock



moneta: Peter Hammesfahr, voilà deux ans que la BAS a annoncé sa volonté de promouvoir le modèle de l'économie circulaire. Quelle est l'ampleur de la demande pour de tels crédits ?

Peter Hammesfahr En toute honnêteté, elle est plutôt timide. Bien qu'en contact avec une demi-douzaine d'entreprises intéressées par un crédit, nous n'avons encore signé aucun contrat.

La BAS n'a-t-elle pas assez fait connaître cette nouvelle orientation ?

Au contraire! Nous avons organisé plusieurs webinaires pour lancer le sujet et en débattre. Des informations détaillées ont aussi été publiées dans moneta, afin de sensibiliser la clientèle actuelle à ce sujet. De plus, la BAS a participé à différents événements, proposés par des partenaires qui sont des locomotives de l'économie circulaire. Et même en dehors de la BAS, ce sujet gagne en importance.

D'après une étude parue fin 2021, seuls dix pour cent des entreprises suisses ont des activités considérables dans l'économie circulaire. Serait-elle juste une coquille vide ?

On peut également voir les résultats de cette étude du bon côté. Neuf entreprises suisses sur dix sont encore en dehors de l'économie circulaire: voilà un potentiel énorme.

Mais comment expliquer que les preneuses et preneurs de crédit ne se bousculent pas aux portes de la BAS ?

Les négociations que nous menons indiquent que le financement est seulement l'un des obstacles sur la voie de l'économie circulaire. Et encore, il n'est pas le plus grand. La priorité consiste à mettre le cap sur la circularité, de définir une stratégie et de parvenir à bien lancer le nouveau modèle d'entreprise, sur les plans opérationnel, comptable et fiscal. >>>



Peter Hammesfahr
Responsable du Financement entreprises

»» **Quelle est la différence principale entre l'économie circulaire et les modèles d'entreprise traditionnels ?**

Dans l'économie circulaire, une entreprise vendra une utilisation plutôt que des marchandises. Elle ne cherche pas à rendre ses produits éphémères, à la mode, mais œuvre à les faire durer aussi longtemps que possible. Le chiffre d'affaires de l'entreprise repose sur la location ainsi que sur d'autres services tels que l'entretien, la réparation ou la logistique. De tels modèles mettent en général davantage de temps pour atteindre les chiffres noirs. On doit donc évaluer différemment les machines dans l'inventaire, et leur amortissement se fait à plus long terme. Le délai de remboursement d'un crédit peut être deux fois plus long que les sept ans souvent considérés par les banques comme un maximum.

Est-ce là qu'intervient la BAS? En octroyant des crédits à long terme ?

Exact. Nous insistons sur l'importance que nous accordons à l'économie circulaire pour atteindre l'objectif «zéro net». Nous communiquons sur notre savoir-faire en la matière et sur la durée plus longue de nos lignes de crédit. Cela dit, bien que le délai de remboursement dépende du modèle d'entreprise, même l'économie circulaire doit être rentable.

La BAS pourrait-elle se montrer un peu plus entrepreneuriale vis-à-vis du public pour influencer le cap de l'économie ?

Même si nous croyons en l'importance de l'économie circulaire, nous devons nous concentrer sur nos compétences bancaires. Nous ne sommes pas un incubateur capable de convaincre à grande échelle, mais nous nous faisons connaître dans un réseau d'acteurs majeurs de l'économie circulaire – par exemple Circular Economy Switzerland ou Shift – et nous donnons des conseils en matière de financement. Quand il faut recourir à des connaissances plus pointues sur les méthodes de l'économie circulaire, nous nous adressons à des partenaires comme l'entreprise de conseil Ryttec.

Le Fonds d'innovation de la BAS soutient régulièrement de jeunes entreprises issues de l'économie circulaire, comme reCIRCLE et Pretty Good Repair. Est-il plus facile pour elles que pour les entreprises établies de se lancer dans l'économie circulaire ?

Bien sûr, une jeune pousse peut aligner immédiatement et intégrale-

ment son modèle d'entreprise à l'économie circulaire, mais elle a aussi davantage de risques d'échouer. Comme les jeunes entreprises ne répondent souvent pas aux critères bancaires classiques, la BAS a créé l'association Fonds d'innovation, à qui elle fournit des fonds et des ressources en personnel. Les modèles d'affaires convaincants peuvent ainsi bénéficier de prêts ou de prises de participation à long terme, avec des conditions favorables, jusqu'à 75 000 francs. Même si c'est peu pour se lancer, cela facilite parfois l'accès à d'autres investisseurs.

Et pourquoi ne voit-on pas plus d'entreprises établies se lancer dans l'économie circulaire ?

Celles dont le modèle d'affaires fonctionne déjà ont besoin d'une bonne raison pour changer de cap et risquer la faillite. La direction doit donc être motivée et attacher beaucoup d'importance à la durabilité, sans oublier la perspective de rentabilité. L'entreprise doit pouvoir compter sur l'intérêt de la clientèle vis-à-vis du nouveau produit ou service dans un avenir prévisible.

La société n'est-elle tout simplement pas encore prête ?

Il faut du temps. Songeons à Mobility: une voiture à la demande est plus durable et permet d'éviter d'en avoir une à soi. Mais malgré le succès de cette coopérative, la proportion de l'économie partagée dans les transports individuels demeure trop basse. Si la société changeait ses habitudes et adoptait les nouveaux modèles de l'économie circulaire – par exemple en utilisant plutôt qu'en possédant –, cela aiderait à convaincre davantage d'entreprises de se tourner aussi vers la circularité.

Quel est le rôle de la BAS dans la préparation de la société à ce tournant ?

Nous sensibilisons les entreprises et le public, ne serait-ce qu'avec le thème de ce numéro de moneta. Nous nous présentons comme une banque qui finance volontiers des projets issus de l'économie circulaire. Toutefois, la BAS reste seulement un maillon de la chaîne: pour faire vraiment avancer l'économie circulaire, la politique doit améliorer les conditions-cadres, il faut que les entreprises conçoivent dès le début leurs produits pour les rendre circulaires... et nous devons toutes et tous manifester notre intérêt pour de telles offres.

bas.ch/fr/economie-circulaire

Un projet du secteur d'encouragement BAS:



MODÈLES D'AFFAIRES DURABLES



Jeannette Morath, fondatrice et directrice générale



RÉUTILISER: LA NOUVELLE NORMALITÉ

reCIRCLE a conçu une solution circulaire pour contenir aliments et boissons à emporter. Elle consiste en une vaisselle réutilisable de bonne qualité, fabriquée et recyclée en Suisse. Dans l'intervalle, les produits reCIRCLE circulent des centaines de fois entre les utilisatrices et utilisateurs et le réseau d'entreprises partenaires, dans le domaine de la gastronomie.

Propos recueillis par Julia Barriga

En août 2016, reCIRCLE a commencé son activité avec vingt-quatre restaurants, notamment grâce à un prêt à long terme de l'association Fonds d'innovation de la BAS. Le projet réunit aujourd'hui environ 2550 points de vente, cantines universitaires et restaurants proposant des plats à emporter. Eux et leur clientèle évitent ainsi de gaspiller près de 17 millions d'emballages jetables par an, soit 1680 tonnes de CO₂. Jeannette Morath, fondatrice et directrice de reCIRCLE, parle de l'évolution et de l'avenir de son entreprise.

moneta: Jeannette Morath, quelle est la vision de reCIRCLE ?

Jeannette Morath Nous voyons un monde sans emballage jetable et faisons tout pour que le réemploi devienne la norme. Notre objectif est de remplacer le jetable par des alternatives réutilisables, de qualité élevée, abordables, plus écologiques. Et cela dans toute l'Europe.

Que signifie pour vous l'économie circulaire ?

Notre idée de la circularité est qu'un contenant doit resservir des centaines de



Photos: reCIRCLE

fois avant son recyclage. Avec ces nombreux réemplois, nous concrétisons l'économie circulaire, avec un potentiel important et encore trop peu exploité pour maintenir les ressources dans le cycle. La réglementation actuelle interdit, hélas, l'usage de matériaux recyclés pour produire des objets qui entrent en contact avec des aliments. Sitôt cette restriction levée, nous prendrons des granulés recyclés pour fabriquer nos propres contenants réutilisables et ainsi boucler la boucle.

Comment fonctionne reCIRCLE?

Rien de plus simple : vous commandez votre repas à emporter dans un contenant réutilisable reCIRCLE, et vous versez 10 francs pour la boîte reCIRCLE et 5 francs pour le gobelet ISY. Après avoir mangé, vous restituez les contenants à une entreprise partenaire et récupérez le montant. Si vous préférez ramener la vaisselle reCIRCLE à la maison ou au bureau, par exemple parce qu'il reste des aliments dedans, rien ne vous empêche de vous en resservir pour votre prochain repas en déplacement. Vous pouvez rendre le contenant quand vous voulez : il n'y a pas de limite de temps.

En 2016, vous avez commencé avec vingt-quatre restaurants. Que s'est-il passé depuis lors?

Le réseau de nos entreprises partenaires s'est d'abord étendu régulièrement. Début 2017, Migros a lancé nos reCIRCLE BOX pour ses restaurants, en tant que système parallèle avec une couleur verte et le logo M-Génération, car notre réseau était alors encore très petit. Cela nous a donné une forte crédibilité et un coup de pouce financier. Les restaurants Migros sont aujourd'hui partenaires du réseau ordinaire reCIRCLE, ce qui nous réjouit beaucoup. En 2018, la société de participation CoOpera Beteiligungen AG nous a permis d'assurer notre financement et ainsi de nous constituer avec

du personnel, des bureaux, un service marketing, etc. Notre réseau a ensuite connu un déploiement remarquable, entre autres grâce aux activités de vente. Après un projet pilote réussi à Stuttgart, reCIRCLE Allemagne a vu le jour en 2018 sous la forme d'une franchise. L'« effet Greta » (NDLR : grève étudiante pour le climat, *Fridays for Future*) en 2019 a stimulé notre arrivée dans les cantines scolaires et universitaires. Puis la pandémie a porté un coup dur à la restauration jusqu'à récemment, rendant invisible pour beaucoup un changement de système, même s'il ne concernait que la vaisselle à l'emporter. Les choses s'améliorent, notamment avec la législation de l'UE qui va entériner la réutilisation et l'économie circulaire.

Comment votre assortiment a-t-il évolué?

Nous avons continuellement élargi notre assortiment et proposons aujourd'hui douze récipients différents, sans oublier nos couverts SPIFE (spoon and knife, cuillère et couteau en un). Première-née, la reCIRCLE BOX en forme de bol reste la plus populaire. Elle est suivie de près par la boîte à menus créée en 2018, destinée surtout aux menus traditionnels. Il y a deux ans, nous avons lancé le gobelet isolant reCIRCLE ISY pour le café, le thé, le muesli et les soupes. Tous nos contenants ont un couvercle hermétique assorti. La boîte à pizza ronde est notre création la plus récente.

Sur quoi travaillez-vous actuellement? Quels sont vos projets d'avenir?

Nous agrandissons le réseau et visons de plus en plus des partenariats, par exemple avec GastroSuisse ou Pistor, afin de nous rendre visibles dans le milieu de la gastronomie. Et la restitution des contenants réutilisables doit devenir encore plus aisée et pratique. Voilà pourquoi nous travaillons en ce moment à la recherche et au développement dans l'automatisation et la numérisation des processus. Nous prévoyons, entre autres, des automates de retour avec un remboursement de la manière la plus simple possible. Notre réseau de restitution doit s'étendre au point qu'il soit aussi facile de « reCIRCLE » que de jeter. Une autre activité est la mise au point d'une soudure cent pour cent étanche, qui assure une plus longue conservation des aliments. Et nous souhaitons recouvrir la vaisselle reCIRCLE d'un film, pour qu'elle intéresse également les traiteurs et les détaillants en tant que contenant réutilisable à emporter. Il y a quelques semaines, nous avons lancé l'abonnement reMEMBER pour les PME qui n'ont pas de cantine, mais beaucoup de déchets d'emballages jetables. Nous leur fournissons des boîtes et gobelets qu'elles peuvent mettre à disposition de leurs employées et employés qui vont chercher leurs repas près du bureau. reMEMBER-PME réduit en outre le gaspillage alimentaire, vu que le personnel peut manger les restes plus tard ou les ramener facilement à la maison.

Informations complémentaires sur recircle.ch

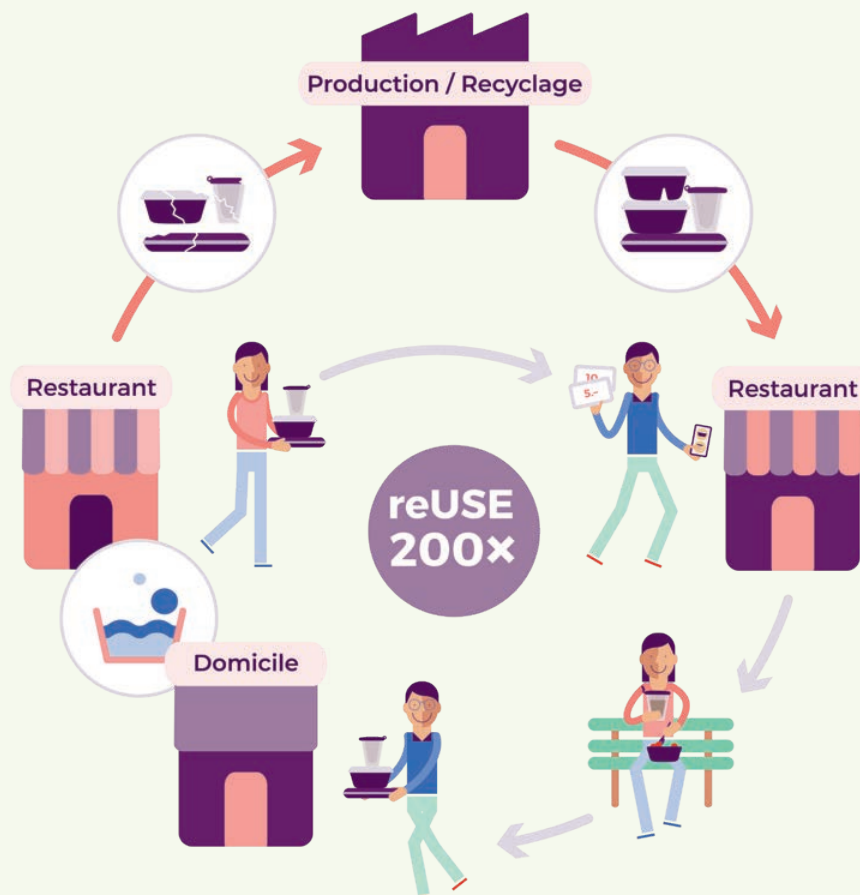


Illustration: reCIRCLE



RÉPARER DOIT REDEVENIR UNE HABITUDE

Soutenue par un prêt de l'association Fonds d'innovation de la BAS, la jeune entreprise bernoise Pretty Good remet (presque) tout en état grâce à son réseau d'ateliers régionaux. Elle organise la réparation professionnelle des objets préférés de sa clientèle.

Texte: Julia Barriga

Pour Jonas Morgenthaler et Jonas Beer, cofondateurs de Pretty Good, il était clair dès le début que leur projet commercial s'inscrirait dans le mouvement de l'économie circulaire. Tous deux se sont connus au club de foot quand ils étaient enfants, puis se sont retrouvés pendant leurs études de gestion d'entreprise à «KaosPilots». Une expérience personnelle de réparation a fait naître en été 2022 l'idée maîtresse de Pretty Good: prolonger la durée d'utilisation d'objets du quotidien. «Un article usagé et réparé n'est certes jamais parfait, mais il gagne en caractère. Nous trouvons cela pretty good, d'où le nom», révèle Jonas Morgenthaler.

Selon un sondage représentatif réalisé par gfs-zürich, plus de septante pour cent de la population suisse souhaite faire réparer davantage, mais les obstacles sont généralement trop nombreux. En proposant un point de contact pour tous les biens du quotidien, Pretty Good vise à faciliter et accélérer les réparations, afin qu'elles redeviennent une habitude. Jonas Morgenthaler sait de quoi il parle: «Il est très important que le service de réparation soit accessible

et pratique. De plus, l'expérience en elle-même compte: je dois voir que ce que j'ai amené est en de bonnes mains, puis soigneusement réparé avant de me revenir en état de marche. Cette appréciation augmente aussi la valeur que je lui accorde.»

Une plate-forme pour réparer efficacement tous les objets du quotidien

Tout commence sur le site web prettygood.repair. On peut y demander un devis sans engagement, en téléversant des photos et vidéos de l'objet défectueux - par exemple une machine à café - et en décrivant le défaut. Un devis est établi dans les 48 heures. Si on l'accepte, on aura le choix entre apporter l'appareil dans un point de dépôt à Berne ou l'envoyer à Pretty Good par courrier (gratuit jusqu'à 10 kilos). Il sera alors réparé et nettoyé professionnellement, puis renvoyé en état de marche. Pretty Good a testé la plate-forme et le service de réparation pendant plusieurs mois, avec succès: neuf fois sur dix, le devis a été approuvé et la remise en état effectuée.



Photo: Pretty Good

«SI LES SUISSESSES ET LES SUISSES UTILISAIENT TOUS LEURS OBJETS UNE ANNÉE DE PLUS, NOTRE EMPREINTE CARBONE COMMUNE DIMINUERAIT DE 1,8 MILLION DE TONNES, CE QUI CORRESPOND À PEU PRÈS AUX ÉMISSIONS ANNUELLES DE GAZ À EFFET DE SERRE DE TOUTE LA POPULATION DES VILLES DE GENÈVE ET BÂLE.» Jonas Morgenthaler

Donner au lieu de jeter: un projet pilote avec la ville de Berne

Actuellement, de nombreux objets qui finissent en déchetterie sont intacts ou pourraient reprendre du service après une réparation légère. Le projet pilote «Spenden statt entsorgen» (litt. «Donner au lieu de jeter»), mené conjointement par Pretty Good et la ville de Berne, permet d'offrir une deuxième vie à des objets, ailleurs. Concrètement, les gens apportent les appareils dont ils n'ont plus besoin au point de dépôt Pretty Good dans une déchetterie bernoise. Ce peut être une imprimante avec un petit défaut. Une personne de la déchetterie l'examinera et décidera si elle est réutilisable. Si oui, elle sera contrôlée, nettoyée et - si nécessaire - remise en état par le réseau de réparations de Pretty Good. Elle sera enfin vendue sur le site d'enchères Ricardo, dans le cadre d'un projet d'intégration de l'entreprise sociale Drahtesel. «La Haute école spécialisée bernoise suit le projet pilote afin d'évaluer son impact écologique et sa viabilité économique», explique Jonas Morgenthaler. «Si cette offre s'avère concluante, nous la perfectionnerons et l'étendrons.»



Illustration: Pretty Good

Informations supplémentaires:
Service de réparation Pretty Good:
prettygood.repair (en allemand)
Projet pilote «Spenden statt entsorgen»:
reuse.repair (en allemand)



Photo: màd

De gauche à droite:
Juri Seger,
Silvan Groher,
Ondine Riesen,
Ralph Moser
et Sasa Löpfle.

UN REVENU LIMITÉ DANS LE TEMPS POUR UN MONDE MEILLEUR

Ting est une communauté qui constitue un patrimoine commun, en Suisse. Elle octroie un revenu à ses membres pendant quelques mois, afin qu'elles et ils puissent se développer et lancer des idées entrepreneuriales durables.

Texte: Simon Rindlisbacher

Un collectif d'architecture qui conçoit un modèle durable et attractif. Un produit d'hygiène menstruelle réutilisable et confortable, fabriqué en Suisse. Une solution logicielle qui aide les hôpitaux à prévenir les carences alimentaires des patientes et patients, tout en réduisant le gaspillage de nourriture. Bien que très différents, ces trois projets se retrouvent sur au moins un point: ils doivent largement leur existence à Ting. Cette communauté constitue un patrimoine commun au moyen de versements mensuels. Le capital permet d'allouer à des membres un revenu limité dans le temps, pour qu'elles et ils puissent se perfectionner sans pression financière ou concrétiser des idées commerciales qui rendent le monde un peu plus agréable à vivre.

Jusqu'à 2500 francs pendant six mois au plus

Pour obtenir un revenu de Ting, la condition est de verser mensuellement 65 à 150 francs (selon le type d'adhésion) sur le compte collectif, pendant six mois. Il est ensuite possible de soumettre un projet. Celui-ci doit être intrinsèquement motivé, avoir un impact positif sur la vie de la personne demandeuse et créer une valeur ajoutée dans la société. Les autres membres évaluent chaque projet en collaboration avec une éthicienne. S'il atteint suffisamment de points et se voit approuvé, la personne qui l'a proposé peut re-

cevoir jusqu'à six versements mensuels de 2500 francs pour le réaliser. Légèrement plus que le minimum vital en Suisse, «mais tout le monde ne reçoit pas le plus haut montant», souligne Ondine Riesen, cofondatrice de Ting. Les membres touchent ce dont elles ou ils ont vraiment besoin. Le nombre de revenus finançables simultanément par Ting est déterminé par le volume du pot commun.

Redistribuer de l'argent pour des solutions nouvelles

Le projet est né il y a un peu plus de trois ans. Selon Ondine Riesen, «nous vivons une crise multiple, pour laquelle nous devons trouver des solutions. Grâce à Ting, ces dernières peuvent désormais être déployées par des personnes qui ont de bonnes idées, mais pas les ressources financières pour les lancer». Elle espère également que Ting permettra à des femmes d'obtenir plus facilement des moyens pour réaliser leurs projets. Aux yeux de Ralph Moser, un autre fondateur, Ting est un outil de redistribution de l'argent dans la société. «Le système social de notre pays est défaillant. Il néglige la répartition», déplore-t-il. Au lieu de cela, les capitaux affluent dans les caisses de pension, dont les placements renforcent les inégalités sociétales. Ting préfère accentuer la solidarité. On n'y adhère pas seulement

pour recevoir de l'argent, mais aussi pour soutenir les autres membres. Environ un tiers de la communauté ne fait même délibérément que cela, et la tendance est à la hausse.

Un compte collectif auprès de la Banque Alternative Suisse

Mi-août 2023, Ting réunissait 475 personnes. Elles avaient financé jusqu'alors 59 projets, dont 41 ont déjà abouti. «Le nombre de membres augmente constamment», relève Ondine Riesen. Elles et ils ont entre 20 et 80 ans, mènent une vie bien réglée, mais aimeraient innover et soutenir une idée. Avec une plate-forme en ligne soignée, un fil Telegram dédié et des événements réguliers, Ting veille à ce que le patrimoine commun ne soit pas le seul lien entre les membres. Celui-ci se trouve d'ailleurs sur un compte à la Banque Alternative Suisse, partenaire idéale de Ting en raison de la convergence des valeurs. Ondine Riesen le confirme: «La BAS est l'une des rares banques à investir judicieusement l'argent de sa clientèle dans la société, comme nous.»

Informations supplémentaires sur Ting:
ting.community (en allemand).
Prochain événement public Ting:
10 novembre 2023.

RÉSULTAT SEMESTRIEL

UN BON PREMIER SEMESTRE GRÂCE À LA REMONTÉE DES TAUX D'INTÉRÊT ET À LA BANQUE NATIONALE

La BAS boucle le premier semestre sur de très bons chiffres, dans la foulée du résultat annuel 2022. La remontée des taux d'intérêt et la rémunération positive des avoirs par la Banque nationale suisse (BNS) y ont contribué. Mais on peut aussi noter l'augmentation d'une autre forme d'intérêt: celui que suscitent les prestations de la BAS. Son modèle d'affaires résolument durable permet un accroissement des volumes, avec de meilleures marges.

Texte: Rico Travella

La remontée des taux est clairement perceptible dans le résultat semestriel de la BAS: comparé à la même période de 2022, le bénéfice brut des opérations d'intérêts a progressé de 5,1 millions de francs (+52,4 pour cent) pour atteindre 14,7 millions de francs. Le paiement d'intérêts sur les avoirs auprès de la BNS y est pour beaucoup. Sans oublier l'augmentation du volume et des taux du marché plus élevés dans les opérations de crédit ni l'adaptation différée de la rémunération des avoirs. Quant aux revenus des opérations de commissions et de prestations, ils ont peu changé par rapport à 2022.

Compte tenu des impôts latents, la BAS a dégagé au 30 juin 2023 un bénéfice de 4,2 millions de francs, supérieur de 13,3 pour cent (0,5 million de francs environ) à celui de l'exercice précédent. Un très bon résultat, étant donné que le bénéfice de 2022 avait été notablement amplifié par un produit extraordinaire (+3,3 millions de francs), suite à la vente d'un bien immobilier appartenant à la banque.

La BAS continue d'investir dans le personnel

Les charges d'exploitation de la BAS ont augmenté de 4,8 pour cent (+11 pour cent en 2022). Une nouvelle fois, les investissements tiennent surtout à l'engagement de collaboratrices et collaborateurs supplémentaires (+0,56 million de francs). Avec pour objectif de renforcer des projets visant à améliorer l'organisation et les processus, à faire avancer la numérisation et à accroître l'engagement envers la clientèle.

Croissance modérée des liquidités

Les avoirs de la clientèle, obligations de caisse comprises, ont augmenté de 1,6 pour cent (+31,6 millions de francs) par rapport au 31 décembre 2022; ils ont atteint 2,055 milliards de francs. Comme attendu, il n'y a pas eu d'afflux de fonds notable après la reprise de Credit Suisse par UBS.

Un contexte favorable

La remontée des taux, mais aussi l'attention croissante vis-à-vis de la durabilité représentent un contexte favorable pour la BAS. Sur la base de l'évaluation menée mi-2023, nous prévoyons une augmentation du volume des activités de crédit, importantes pour nous, ainsi que de meilleures marges. La concurrence reste toutefois vive. La BAS doit continuer de souligner son positionnement unique en tant que banque entièrement durable.

Le second semestre sera influencé par les taux directeurs et, surtout, ceux du marché. Nous partons du principe que la BNS maintiendra la rémunération des avoirs. Afin de parer d'éventuelles corrections, nous profitons des conditions du marché et plaçons les liquidités dont nous n'avons pas besoin à court terme. Les récents événements, notamment dans le secteur bancaire, nous confortent dans notre orientation. Le marché est demandeur d'une durabilité crédible, et nous pensons que la BAS pourra poursuivre la réalisation de son potentiel avec la clientèle de placement et de crédit.

La BAS en chiffres

Nombre de preneuses et preneurs de crédit

1294

Nombre d'actionnaires

9338

Effectif du personnel

155

126,1 équivalents plein temps

Fonds de la clientèle

CHF 2 055 240 086

Prêts à la clientèle

CHF 1 588 289 276

Total du bilan

CHF 2 373 525 973

Fonds propres

CHF 292 049 000

Bénéfice semestriel

CHF 4 182 136

Les chiffres détaillés sont présentés en ligne sur bas.ch/bilan-intermediaire.

INFO IMPORTANTE SUR LES ENCARTS

Les offres de souscription pour des participations ou des obligations, insérées dans ce journal, n'ont pas été validées par la BAS. Il ne s'agit donc pas d'une recommandation d'achat de la Banque.

UN PARCOURS EXEMPLAIRE

Pour l'ensemble de ses activités en 2022, la BAS obtient de très bonnes notes en matière de durabilité. Les résultats qui concernent la résilience et l'économie réelle sont particulièrement réjouissants.

Texte : Pieter Poldervaart

La *Sustainable Banking Scorecard* de la *Global Alliance for Banking on Values* (GABV) est un outil servant à évaluer la performance de durabilité d'établissements financiers. En 2022, la BAS a obtenu 86 points sur les 100 possibles de la Scorecard, ce qui lui vaut d'être qualifiée d'«exemplaire». Par rapport à l'année précédente, le résultat global est remonté d'un point.

La Scorecard atteste également la très bonne solidité économique de la BAS. Le ratio de fonds propres non pondéré de la banque s'est une fois de plus légèrement amélioré, pour atteindre 12,5 pour cent en 2022 (11,8 pour cent en 2021). Quant au **rendement global du capital**, il a doublé en 2022, passant de 0,15 à 0,31 pour cent. Même si ce résultat positif ne se reflète pas dans la moyenne triennale pertinente pour la Scorecard, il a permis de stopper la tendance négative des années précédentes.

En tant que banque, la BAS veut contribuer au développement de l'économie et de la société. Elle y parvient particulièrement bien lorsqu'elle oriente son activité vers **l'économie réelle**. On peut constater un léger accroissement de l'impact sur cette dernière en 2022. Dans les opérations au bilan, la BAS a pu augmenter les prêts à la clientèle de 6 pour cent. Quant à celles hors bilan, l'accent mis sur les placements à impact concourt largement à améliorer les retombées positives sur l'économie réelle.

En 2022, les dépôts de la clientèle de la BAS se sont élevés à 994 millions de francs, dont 84 pour cent ont été analysés sous l'angle de **l'empreinte carbone** et de l'intensité carbone. Ils ont engendré 802 000 tonnes d'émissions de CO₂, plus du double de l'année précédente. L'intensité carbone a atteint 957 tonnes de CO₂ par million de francs investis, soit une augmentation de 123 pour cent par rapport aux 429 tonnes de 2021. L'analyse détaillée montre que cette hausse majeure tient presque exclusivement à la classe d'actifs des fonds à impact et fonds d'investissement socialement responsable (ISR). En revanche, l'évolution des classes d'actifs **actions et obligations** est positive. Pour les actions (la classe d'actifs la plus importante en volume), les émissions de CO₂ calculées ont baissé de 17 pour cent.

L'intensité carbone des actions par million de francs investis a diminué de 12 pour cent. L'évolution du fonds de placement maison **«ABS Living Values – Balanced Fund»** est également positive en ce qui concerne sa compatibilité avec l'objectif de l'Accord de Paris sur le climat, qui consiste à limiter dans la mesure du possible le réchauffement de la planète à 1,5 degré : fin 2022, le portefeuille du fonds de la BAS se trouvait sur une trajectoire de 1,9 degré, contre 2,2 degrés en 2021.

Sur l'ensemble de l'exercice 2022, les **financements** de la BAS ont été à l'origine de 10 000 tonnes de CO₂. Le rapport de 2021 faisait état d'un peu plus de 11 000 tonnes. Les émissions ont donc diminué de presque 12 pour cent. Cette évolution positive tient d'une part à la nette amélioration de la qualité des données, grâce à une enquête auprès des preneuses et preneurs de crédit ainsi qu'à des recherches. D'autre part, on constate parfois une baisse effective des émissions, par exemple après le passage à une source d'énergie renouvelable pour le chauffage.

Fin 2022, 26 pour cent des financements de la BAS étaient compatibles avec un objectif de 1,5 degré d'ici 2050. Douze autres pour cent se trouvaient sur une trajectoire de 1,5 à 2 degrés et s'avéraient ainsi «presque suffisants» pour satisfaire aux objectifs de l'Accord de Paris sur le climat de 2015. Cela représente une nette amélioration par rapport à 2021, où seulement 19 pour cent du volume de crédit de la BAS étaient considérés comme compatibles avec un objectif inférieur à 2 degrés.



Le rapport de durabilité 2022 intégral est téléchargeable sur bas.ch/rapport-durabilite



Dès le
1^{er} octobre
gratuit pour
2023

HabitatDurable,
l'association des
propriétaires
qui s'investissent
pour l'avenir.

De A comme Assurance jusqu'à Z comme Zéro émission,
chez nous, vous êtes toujours conseillé de manière
compétente, durable et éthique.

www.habitatdurable.ch

G.D. 'FIERY' OBASI, NIGÉRIA

WINNER
BEST CINEMATIC SOCIAL REALITY AND
DOCUMENTARY
sundance
film festival
2023

MAINTENANT
AU CINÉMA

«Mami Wata est une œuvre d'art.»

INDIEWIRE

trigon-film

Vaud 2023
jusqu'au
01.10.2023



**Nous accompagnons votre PME
vers l'économie circulaire**



Transformez vos idées durables
en projets concrets et innovants :
lafabriquecirculaire.ch



**BANQUE
ALTERNATIVE
SUISSE**

artischock.net

Les actions BAS
font la différence.

Les actions soutiennent
les énergies renouvelables.
Participez !

bas.ch/actions

LIRE
COMPRENDRE
S'ENGAGER

AVEC
LE COURRIER

POUR
UN MÉDIA
INDÉPENDANT

L'ABONNEMENT
C'EST MAINTENANT

LE COURRIER



lecourrier.ch/maintenant

« Nous appelons cela « l'esthétique de la liberté » »

Le bureau berlinois de design Mifactori élabore des produits, des méthodes, des campagnes et une formation à l'économie circulaire durable. Lars Zimmermann, son initiateur, explique pourquoi nous devons changer complètement notre approche du design et ce que cela a à voir avec les jouets.

Propos recueillis par Roland Fischer

moneta: Lars Zimmermann, votre studio de design se consacre à l'économie circulaire. Comment se représentent les produits que vous concevez?

Lars Zimmermann Nous sortons beaucoup d'objets différents en ce moment – une petite étagère, un banc, une chaise. Tous sont basés sur des composants réutilisables et simples.

Vous vous définissez comme « designer, artiste, activiste ». Chez Mifactori, vous faites donc plutôt de l'art?

Non, ce que nous concevons est destiné à un marché, mais je dois reconnaître que notre bureau de design a un côté activiste. Nous nous demandons pourquoi le design durable est si rare, raison pour laquelle nous menons des recherches sur la question. Et même si le résultat est invendable, nous le fabriquons.

Comment cela est-il financé, en définitive?

Nous avons trouvé une très bonne solution: nous faisons beaucoup de formation à l'économie circulaire. Par exemple, nous essayons souvent des objets avec les enfants. Tout le monde a commis ses premières erreurs en jouant.

Justement, dans votre énoncé de mission, vous affirmez que vos solutions s'inspirent fortement de l'esthétique des jouets, qui « sont colorés, faciles à comprendre et très amusants ».

Exact! L'esthétique des jouets est intéressante, mais leur côté ludique est essentiel à nos yeux, car ils sont faciles à utiliser, inclusifs et ne suscitent aucune crainte.

Ce n'est pas forcément le cas de tous les jouets...

Je pense avant tout aux jouets à monter soi-même. Je recours volontiers à la métaphore du Lego pour expliquer notre principe.

Dans ce contexte, nous devons intégrer la notion de « démontabilité ». L'utilisation s'inscrit dans un flux: les enfants ne construisent pas une grue pour l'éternité, ils finissent par la défaire. Le design durable ne doit pas m'interpeller seulement sur le plan esthétique. Il doit me crier: « Eh, tu peux faire quelque chose avec moi! » Nous appelons cela « l'esthétique de la liberté ».

Quels autres principes sont importants quand on conçoit pour des cycles?

Le design durable comporte une infinité de dimensions: l'origine des matériaux, la quantité d'énergie nécessaire à la production, le type de transport, etc. Nous misons sur le principe de « réutilisation », ce qui implique de fabriquer des objets durables.

Cette approche n'a-t-elle pas un côté conservateur?

Oui, mais il y a quand même l'aspect numérique: je peux trouver dans une base de données chacune des pièces qui composent un objet. Je peux les faire reproduire – voire les fabriquer moi-même s'il faut en remplacer – et je découvre comment améliorer mon bien. De quoi aurais-je besoin pour agrandir cette étagère toute simple, ou la transformer en une chaise ou un lit?

Cela est assez facile à imaginer pour les meubles, mais qu'en est-il des appareils plus complexes? Verra-t-on un jour un ordinateur circulaire?

J'ai récemment lu quelque chose sur des expériences réalisées avec de minuscules robots – des nanobots – qui pourraient construire seuls toutes sortes de structures. Difficile d'affirmer qu'il sera un jour possible de tout concevoir de cette manière, mais une chose est sûre: actuellement, la création de produits se préoccupe trop peu de la circularité. Nous avons besoin d'impulsions dans ce sens.

Vous m'avez convaincu. Où puis-je trouver les produits Mifactori?

Eh bien, désolé, mais ils ne sont pas encore en vente. Nous sommes en phase de développement et mettons en place le site trikka.house, où toutes ces connaissances seront disponibles.

Avec les plans, je pourrais les construire moi-même. Ça ne vous gêne pas?

Absolument pas! Ou alors vous pouvez donner le plan de construction au menuisier du coin et lui demander de réaliser les pièces nécessaires. Ce qui compte pour nous, c'est de simplifier les composants au maximum. Vous serez ainsi en mesure de les fabriquer avec des outils tout aussi simples, n'importe où. Le véritable design circulaire doit également être décentralisé.



Photo: mäd

Lars Zimmermann est designer, artiste, activiste et médiateur à Berlin. Il a fondé le studio Mifactori consacré au design circulaire ouvert, à l'éducation et à l'activisme créatif. Il écrit, enseigne dans des universités, donne des conférences, construit et invente des objets, seul ou en communauté. mifactori.de (en allemand et en anglais)